



BDIC
NWT
NWT Business
Development and
Investment Corpo

SID
TNO

BDIC
NWT

Société d'investissement
et de développement
des TNO

SID
TNO

BROMLEY BUILDING

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Rapport annuel 2019-2020



5009, 50^e Avenue (immeuble W. H. Bromley)

C. P. 1320

Yellowknife NT X1A 2L9

Téléphone : 867-767-9075

Télec. : 867-765-0652

Sans frais : 1-800-661-0599

www.bdic.ca

bdicinfo@gov.nt.ca



TABLE DES MATIÈRES

- 1. Sommaire**
- 3. La Société**
 - 3. Conseil d'administration
 - 3. Comité d'audit
 - 4. Présentation de la SID

- 6. Programmes et services**
 - 6. Programme de facilités de crédit
 - 7. Programme de capital d'investissement
 - 8. Programme de filiales
 - 10. Les filiales
 - 11. Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises
 - 12. Services aux entreprises

- 16. Une histoire à succès de la SID — Laughing Lichen Wildcrafted Herb & Tea**

- 17. Une histoire à succès de la SID — Riverside Growers**

- 19. Rapport**
 - 19. Résultats 2019-2020

- 21. Décaissements**
- 24. États financiers**

SOMMAIRE

Au nom du conseil d'administration et du personnel de la Société d'investissement et de développement (SID) des Territoires du Nord-Ouest (TNO), nous sommes heureux de présenter le rapport annuel 2019-2020 de la Société à la ministre responsable de la Société.

Les nombreuses réalisations de la SID sont le reflet des intérêts des personnes et des entreprises que nous servons. Nous dépendons de leur soutien, car nos réussites sont liées les unes aux autres.

En 2019-2020, la SID a déboursé 4,4 M\$ en nouveaux prêts, en contributions et en subventions. Au cours de l'année de référence, 78 % (77 % en 2018-2019) de l'argent a été déboursé dans des collectivités autres que celle de Yellowknife. Comme les années précédentes, la SID continue de se concentrer sur l'aide aux petites entreprises et aux artisans des plus petites collectivités.

Sur les 4,4 M\$ déboursés, 3,6 M\$ ont été accordés sous forme de prêts à 16 entreprises et 153 000 \$ sous forme de contributions à 23 entreprises, artistes et artisans.

Les filiales ont généré 802 000 \$ de ventes, ont maintenu 11,5 emplois directs (équivalents à temps plein) et ont soutenu 108 artisans locaux.

Les services aux entreprises sont demeurés très populaires. Le nombre de séances de formation pour entrepreneurs a presque doublé, alors que 129 personnes ont assisté à 83 séances. Ces séances ont été données par notre partenaire, Small Business BC. La SID a poursuivi le développement de ses services d'affaires en ligne en permettant aux utilisateurs de formuler des commentaires et des suggestions sur le contenu.

En mars, le début de la pandémie de COVID-19 a frappé l'économie mondiale de plein fouet, les Territoires du Nord-Ouest n'y échappant pas. Des entreprises de toutes tailles ont été contraintes de fermer ou de réduire considérablement leurs activités. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) a alors lancé un certain nombre d'initiatives pour aider les Ténos et les entreprises ténos.

Ayant pour mandat de soutenir le développement et la diversification économiques, la SID a réagi rapidement en introduisant deux nouvelles initiatives de prêts pour aider les entreprises ténos.

Dans le cadre de la première initiative, nos clients ont pu différer ou réduire leurs remboursements de prêt pendant trois mois. L'initiative a été prolongée jusqu'à la fin du mois de mars 2021 en raison de la réaction positive de nombreux clients.

Dans le cadre de la deuxième initiative, la SID a offert aux entreprises des prêts de fonds de roulement à faible taux d'intérêt pour les soutenir financièrement en attendant la reprise de l'économie générale.

Conjuguées à divers programmes d'aide financière fédéraux, ces deux initiatives permettent de soutenir les entreprises jusqu'à ce qu'elles puissent rouvrir et mener leurs activités.

L'économie des TNO devra surmonter de nombreux obstacles en 2020-2021, mais nous avons confiance en la détermination des Ténos et de nos entreprises à se remettre de cette grave crise de santé publique.

Joyce Taylor
Directrice générale

Denny Rodgers
Président

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la SID est composé de gens d'affaires nommés par le ministre responsable de la Société. Pour être admissibles, ils doivent avoir été propriétaires ou gestionnaires d'une entreprise aux TNO ou posséder une expertise pertinente pour l'économie des TNO.

Les administrateurs ont différentes compétences en affaires et représentent diverses collectivités ténoises.

Denny Rodgers — Président	Inuvik
Andy Wong — Vice-président	Yellowknife
Charlie Furlong — Administrateur	Aklavik
David Connelly — Administrateur	Yellowknife
Donna Lee Demarcke — Administratrice	Hay River
Janet Toner — Administratrice	Yellowknife
Lloyd H. Jones — Administrateur	Fort Smith

Comité d'audit

Créé par le Conseil d'administration de la SID, le Comité d'audit a pour mission d'aider la Société à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance, notamment dans la présentation des rapports financiers, l'audit et le respect des lois.

Certains de ses membres ont de l'expertise en comptabilité, en prêts, en placements ou dans des domaines financiers connexes.

Janet Toner — Présidente	Yellowknife
Chervahun Emilien — Vice-présidente	Yellowknife
Peter Allen	Yellowknife
Denny Rodgers	Inuvik

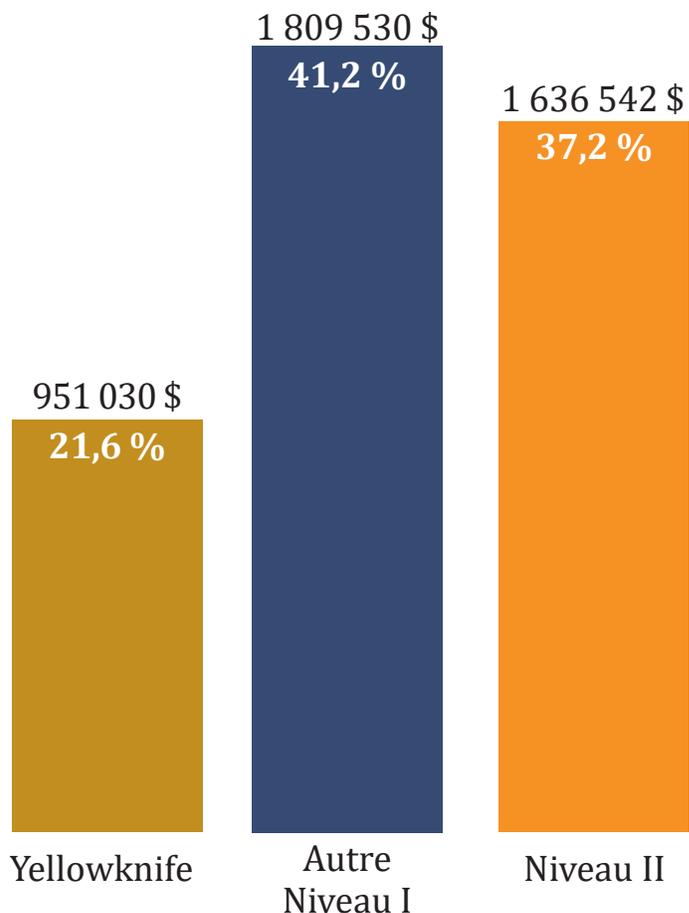
Présentation de la SID

La SID a été créée le 1^{er} avril 2005 par l'adoption de la Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest, grâce à laquelle ont fusionné la Société de développement et la Société de crédit commercial des Territoires du Nord-Ouest. La Loi décrit le mandat de la SID, qui consiste à appuyer le GTNO dans la poursuite de ses objectifs économiques d'une manière qui profite à la population et à l'économie ténosies.

La SID fournit du financement par emprunt et par actions aux entreprises ténosies. Deux grands types de financement par actions sont offerts : les actions privilégiées de sociétés détenues et gérées par des tiers (Programme de capital d'investissement) et les actions ordinaires d'entreprises dont la SID est l'actionnaire majoritaire (Programme de filiales). De plus, la SID offre des services de soutien aux entreprises dans l'ensemble des TNO. Le but est de rendre ses programmes et services complémentaires, afin d'aider les clients à toutes les étapes de leur développement avec le soutien nécessaire pour atteindre leurs objectifs opérationnels.

En 2019-2020, la SID a déboursé 4,4 M\$ en nouveaux prêts ainsi qu'en nouvelles subventions et contributions. Plus de 78 % de ces fonds ont été accordés ailleurs qu'à Yellowknife.

Aide financière déboursée par niveau de collectivité - 2019-2020



Collectivités de niveau I

Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier bien développés. Fort Smith, Hay River, Inuvik et Yellowknife (incluant N'Dilo).

Collectivités de niveau II

Collectivités dotées d'une infrastructure commerciale et de liens de transport aérien ou routier moins développés. Toutes les autres collectivités ténosies.

Présentation de la SID

Aide financière accordée en 2019-2020 (par secteur d'activité)

Secteur	Facilités de crédit		Contributions		Filiales	
	N ^{bre}	(000) \$	N ^{bre}	(000) \$	N ^{bre}	(000) \$
Agriculture	1	195				
Hébergement et restauration	3	1 090	1	9		
Art et Artisanat			8	44	2	240
Construction			3	27		
Services d'éducation			1	8		
Pêche			2	9		
Foresterie et exploitation forestière	1	183				
Soins de santé et aide sociale			1	11		
Fabrication	1	50			2	380
Exploitation minière et exploration minérale	1	137				
Autres services			5	30		
Professionnels, scientifiques et techniques			1	5		
Immobilier et location	5	1 259				
Commerce de détail	2	535				
Transport et stockage	1	80				
Voyage et tourisme	1	95	1	10		
Total	16	3 624 \$	23	153 \$	4	620 \$

Aide financière accordée en 2019-2020 (par région)

Slave Nord	Slave Sud	Dehcho	Beaufort-Delta
951 030 \$	2 402 626 \$	597 353 \$	446 093 \$

Programme de facilités de crédit

Le portefeuille des facilités de crédit de la SID s'élevait à environ 43,8 M\$ (dont 3,6 M\$ d'intérêts non reconnus en tant que revenu*). De nouvelles facilités de crédit de 7,83 M\$ ont été approuvées, et 3,62 M\$ ont été déboursés (y compris les approbations de l'année précédente) au cours de l'exercice 2019-2020.

Les clients de la SID ont accès aux facilités de crédit suivantes :

Facilités de prêt

- Des prêts à terme généraux sont offerts aux clients qui ne sont pas en mesure d'obtenir du financement bancaire. Ils peuvent choisir entre des modalités fixes ou variables.

Lettres de crédit de soutien

- Ces lettres de soutien aident les clients à remporter des appels d'offres ou à gagner la confiance de fournisseurs en leur garantissant des paiements par un tiers.

Garanties

- Les garanties de fonds de roulement aident les clients à obtenir du financement à ce titre pour leur entreprise par l'entremise des banques conventionnelles. Cela permet aux petites entreprises disposant de fonds limités de s'épanouir tout en établissant une relation avec un bailleur de fonds traditionnel.

43,8 M\$

Portefeuille des facilités de
crédit de la SID

**Il s'agit d'intérêts accumulés sur des prêts douteux. Ils ne sont pas comptabilisés en tant que revenus, car leur remboursement est douteux.*

Programme de facilités de crédit

Gestion des risques de crédit

- Comme le décrit sa politique d'analyse des risques, la SID utilise de saines pratiques de gestion des risques pour garantir que les clients qui accèdent au financement aient la volonté et la capacité de rembourser la Société et de bâtir des entreprises durables.

20 demandes approuvées et

7,8 M\$

accordés en facilités de crédit pour
l'exercice 2019-2020

Programme de capital d'investissement

Par l'intermédiaire de son Programme de capital d'investissement, la SID fait des investissements en capital dans différentes entreprises ténéoises et reçoit en échange des actions privilégiées.

Les entreprises bénéficiaires versent des dividendes à la SID, les taux de dividendes étant fixés en fonction des risques. Ces entreprises peuvent racheter leurs actions à tout moment.

Les fonds investis peuvent être utilisés pour soutenir un vaste éventail d'initiatives de création d'emplois. Ils peuvent également augmenter vos chances d'attirer du financement supplémentaire en provenance du secteur privé.

Ce programme fait l'objet d'une révision dans le cadre de la récente revue des programmes.

Programme de filiales

Ce programme suscite la prise en charge communautaire et épaula les conseils d'administration des filiales locales, la SID assurant des fonctions centralisées de soutien opérationnel général, de comptabilité et de marketing. Il y a eu, en 2019-2020, cinq filiales actives :

- Arctic Canada Trading Company ltée (ACTCL)
- Acho Dene Native Crafts ltée (ADNC)
- Dene Fur Clouds ltée (DFC)
- 910344 NWT ltée (Fort McPherson Tent and Canvas) (FMTC)
- 5983 NWT ltée (Ulukhaktok Arts Centre) (UAC)

Trois des filiales sont impliquées dans les arts et l'artisanat traditionnels et utilisent des matériaux typiques; ce type d'entreprise soutient toutes les collectivités des TNO. Elles vendent une gamme de produits nordiques et sont situées dans différentes régions des TNO.

La SID, par l'intermédiaire de la société Arctic Canada Trading Company ltée, commercialise les produits d'art et d'artisanat des filiales par l'intermédiaire de galeries et de boutiques cadeaux dans tout le Canada. La SID contribue aussi à la promotion de chacune des filiales et de leurs produits en offrant une foule de services : stratégie de marque, publicité, distribution, conception de sites Web, options de cybercommerce, vidéos promotionnelles, création de dépliants, présence aux foires commerciales, services de vente, etc.

Filiale Ventes 2019-2020 (en milliers de dollars)

ACTCL*	9
ADNC	105
DFC	85
FMTC	515
UAC	88
Total	802 \$

**Les revenus d'exploitation de l'ACTCL proviennent exclusivement de la vente des stocks restants d'articles de cuir de bœuf musqué.*



Capuchon en tricot de fourrure de castor rasée avec bordure en lynx de Dene Fur Clouds.

PROGRAMMES ET SERVICES

Programme de filiales

Maintien des emplois dans les collectivités

En 2019-2020, les filiales de la SID donnaient du travail à 11,5 employés directs. Grâce à l'achat de produits locaux d'une valeur de 98 000 \$, les filiales ont soutenu 108 autres producteurs artisanaux.

11,5

Employés équivalents temps plein engagés par les filiales de la SID en 2019-2020

Filiale	Collectivité	Emplois directs	
		2019-2020	2018-2019
ACTCL	Yellowknife	S.O.	S.O.
ADNC	Fort Liard	1,30	1,21
DFC	Fort Providence	3,60	3,99
FMTC	Fort McPherson	6,00	6,00
UAC	Ulukhaktok	0,60	1,00
Total		11,50	12,20



Boutique d'Acho Dene Native Crafts à Fort Liard.

PROGRAMMES ET SERVICES

Les filiales



Fort McPherson
Tent & Canvas

Fort McPherson, NT
FortMcPhersonTent.com

Fort McPherson Tent & Canvas fabrique toutes sortes de produits en toile : tentes, tipis, sacs, sacs à dos, etc.



Ulukhaktok
Arts Centre

Ulukhaktok, NT
Ulukhaktok.com

Anciennement connu sous le nom de Holman Print Shop, l'Ulukhaktok Arts Centre crée et vend des sculptures, estampes et tricots fabriqués dans la collectivité.



Arctic Canada
Trading Company

ArcticCanadaTrading.com

Promotion des filiales de la SID et de leurs produits.

Territoires du Nord-Ouest



Acho Dene
Native Crafts

Fort Liard, NT
Adnc.ca

Entreprise basée à Fort Liard, Acho Dene Native Crafts crée et vend des vêtements, bijoux, accessoires, souvenirs, paniers et autres articles en écorce de bouleau fabriqués dans la collectivité.



Dene Fur
Clouds

Fort Providence, NT
DeneFurClouds.com

Entreprise basée à Fort Providence, Dene Fur Clouds produit des vêtements à partir de peaux de castor, de lynx, de renard et de lièvre arctique.

Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE)

Ce programme fournit des fonds pour aider les entrepreneurs à démarrer ou à faire croître une entreprise. En 2019-2020, le programme FDEE reste populaire, la SID ayant approuvé des contributions de 158 058 \$. Au cours de l'année, 153 412 \$ ont été déboursés.

Le financement régulier peut être utilisé pour des dépenses liées au démarrage ou à l'expansion, à l'achat de matières premières (pour la production artistique ou artisanale) et à des projets à court terme qui créent de l'emploi. Le montant maximum octroyé est de 20 000 \$ pour toute période de 5 ans (et 10 000 \$ pour les entreprises des collectivités de niveau I). Le programme est réservé aux entreprises ayant des revenus annuels de 500 000 \$ ou moins.

Le financement de suivi peut servir à financer l'achat de logiciels ou de services de comptabilité, la planification de la relève, ou la participation à des programmes de formation liés à l'entrepreneuriat. Le montant maximum à vie alloué est de 5 000 \$ (3 000 \$ pour les entreprises situées dans les collectivités de niveau I).

25

Demandes de financement au titre du FDEE approuvées en 2019-2020

158 058 \$

Financement total approuvé en 2019-2020 au titre du FDEE

Services aux entreprises

La SID aide les Ténois à démarrer et à faire croître leurs entreprises.

La SID poursuit l'intégration de sa stratégie de prestation de services en français. Les Ténois qui veulent se lancer en affaires aux TNO peuvent maintenant accéder à tous les programmes de la SID, en français comme en anglais.

La SID poursuit l'actualisation de ses services en ligne pour les entreprises, y compris en tenant à jour son guide *Comment se lancer en affaires aux Territoires du Nord-Ouest*.

La SID administre Entreprises Canada-TNO (ECTNO), un membre du réseau Entreprises Canada, qui offre aux petites entreprises et aux sociétés en démarrage un vaste éventail de renseignements et de références sur les services, les programmes et les règlements du gouvernement. La SID gère ECTNO en partenariat avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor). Les services d'ECTNO sont offerts en ligne et par l'entremise de partenaires communautaires dans l'ensemble des TNO.

Les services aux entreprises incluent ce qui suit :

- Une bibliothèque de ressources d'affaires indexée en ligne pour que les clients de n'importe quelle collectivité puissent se les faire expédier par la poste.
- Un numéro 1-800 grâce auquel les clients des collectivités ténoises peuvent obtenir des renseignements propres à leur région.

- entreprisescanada.ca — du contenu créé et géré spécialement à l'intention des Ténois par ECTNO.
- Des vidéos éducatives et des cyberconférences à l'intention des entrepreneurs.
- Des services administratifs et des ressources de planification offerts en personne par la SID et des organismes partenaires.
- La coordination de la Semaine de la PME en collaboration avec des intervenants du milieu des affaires.

En 2019-2020, ECTNO a servi 206 clients en personne, 105 au téléphone et 112 par courriel. La SID a aussi organisé 83 formations auxquelles ont participé 129 personnes.



PROGRAMMES ET SERVICES

Services aux entreprises



Les Téoïis voulant se lancer en affaires ou faire croître leur entreprise peuvent trouver des ressources et des postes de travail au centre de services aux entreprises de la SID.

FORMATION POUR ENTREPRENEURS OFFERTE À L'ANNÉE

En 2019-2020, la SID a continué à offrir des séances de formation pour entrepreneurs. Ces séances gratuites et interactives portent sur des sujets tels que la tenue de livres, la fiscalité et le marketing.

Au total, 83 séances ont été tenues au cours de l'exercice et 129 personnes y ont pris part.

Les prochaines séances sont affichées sur notre site : www.bdic.ca/session.



Services aux entreprises

La SID a participé à des événements cette année pour promouvoir ses programmes et ses services et rencontrer les Ténois.

Poursuivant son étroite collaboration avec le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO), le personnel de la SID a pris part au café-emploi du printemps à Yellowknife. Les cafés-emploi permettent aux employeurs et aux chercheurs d'emploi de se rencontrer et à la SID d'informer ces derniers sur l'entrepreneuriat. L'événement a de nouveau été un succès et a affiché une forte participation.

Pour souligner la réussite d'une nouvelle entreprise de Yellowknife, la SID a remis le Prix de la nouvelle entreprise innovante lors du gala organisé par la Chambre de commerce de Yellowknife. L'honneur a été remporté par Barren Ground Coffee.

La SID s'est associée à deux initiatives visant à promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des élèves du secondaire. La Société a apporté son aide au CDÉTNO pour son camp destiné aux jeunes entrepreneurs. L'événement a permis aux étudiants de créer un projet d'entreprise et de le présenter à un jury, qui a ensuite sélectionné un gagnant.



PHOTO: ANGELA GZOWSKI PHOTOGRAPHY

Tracy St. Denis, DG de la SID, remet le Prix de la nouvelle entreprise innovante à Rhiana Bams, Cory Dohlen et Eric Binion de Barren Ground Coffee.

Services aux entreprises

La SID a de plus présenté ses programmes et services dans les écoles secondaires de Yellowknife, en partenariat avec le Club Rotary, dans le cadre du concours Dragon's Den. L'initiative a permis de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des élèves tout en leur présentant les options disponibles s'ils devaient choisir de démarrer une entreprise. En raison des circonstances,

l'événement Dragon's Den a dû être annulé.

Le personnel de la SID a également donné des séances de formation aux agents de développement économique local dans les cinq régions des Territoires du Nord-Ouest. Les séances, qui portaient notamment sur l'évaluation du crédit et la gestion des prêts, ont permis de fournir de l'information à jour sur les programmes et les services de la SID.



AMÉLIORATION DE L'ÉCLAIRAGE À FORT MCPHERSON

Toujours soucieuse de parfaire son efficacité, une filiale de la SID s'est associée à Arctic Energy Alliance afin d'améliorer son éclairage. De l'éclairage à DEL a été installé à l'intérieur et à l'extérieur des installations de Fort McPherson Tent and Canvas, ce qui a permis de réduire la consommation mensuelle moyenne d'énergie de 15 %, soit environ 830 kilowatts.



ATELIERS DE SCULPTURE À ULUKHAKTOK

L'Ulukhaktok Arts Centre s'est associé à l'Organisme communautaire d'Ulukhaktok pour y organiser un atelier de sculpture. Quatre personnes ont participé à l'atelier au cours duquel elles ont appris les bases de cet art avec Buddy Alikamik, un sculpteur expérimenté de la collectivité.

UNE HISTOIRE À SUCCÈS DE LA SID

Laughing Lichen Wildcrafted Herb & Tea

Née aux Territoires du Nord-Ouest et y ayant grandi, Amy Maund avait une vaste expérience du travail sur le terrain avec la flore et la faune lorsqu'elle a lancé Laughing Lichen Wildcrafted Herb and Tea en 2010.

L'entreprise familiale est située hors réseau, près de Yellowknife. Elle fabrique une vaste gamme de produits naturels à partir d'ingrédients provenant de la nature et récoltés à la main. Pour créer ces produits, elle utilise des plantes sauvages, des baies, des champignons et des lichens que l'on trouve aux Territoires du Nord-Ouest.

En plus de son installation de production, Laughing Lichen exploite une ferme en pleine nature et un centre d'apprentissage où sont tenus des ateliers sur la cueillette viable, la botanique, l'écologie et la fabrication artisanale de produits à partir d'ingrédients provenant de la terre.

Laughing Lichen s'efforce de donner l'exemple en veillant à limiter les répercussions de ses activités sur l'environnement. Les installations sont alimentées par des panneaux solaires, les ingrédients qui ne sont pas récoltés dans la nature proviennent d'entreprises écoresponsables et, dans la mesure du possible, les emballages sont fabriqués à partir de matériaux recyclables ou compostables. « Laughing Lichen a été fondé selon nos principes de récolte éthique pour garantir l'avenir de toutes les formes de vie, y compris nos forêts », explique Amy Maund.

Le soutien de la SID a été une pierre angulaire dans l'expansion de Laughing Lichen. L'aide financière accordée a permis à l'entreprise de construire de nouvelles installations de fabrication et d'élargir ses activités. « Cela nous a aidés à nous développer en tant qu'entreprise », déclare Amy Maund.



La majorité des ingrédients utilisés par Laughing Lichen sont cueillis à la main dans la nature.



UNE HISTOIRE À SUCCÈS DE LA SID

Riverside Growers



Le financement accordé par la SID a soutenu l'expansion de Riverside Growers. En quelques années, l'entreprise est passée d'un petit projet de recherche à l'exploitation d'une grande serre de 130 pieds.

Lorsque Cynthia Mandeville et Alex McMeekin ont créé Riverside Growers, l'entreprise était davantage un concept et un projet de recherche.

En quelques années, les entrepreneurs ont vu leur projet passer de quelques dispositifs de culture hydroponique à une petite serre et finalement à une grande serre de 130 pieds. Ces ajouts ont permis d'augmenter la production et l'efficacité, donnant à Riverside Growers la possibilité d'atteindre les marchés de l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest.

Riverside Growers produit actuellement différents types de légumes verts, parmi lesquels une variété

de laitue, des bettes à carde, du cresson et du chou frisé ainsi que des fines herbes comme le basilic et la menthe. Les entrepreneurs distribuent également des semences de graminées ainsi que des fournitures horticoles et agricoles. En plus de vendre leurs produits directement aux clients, ils en écoulent chaque semaine dans les restaurants, les épiceries et les grossistes de Yellowknife et de Hay River.

Cultiver leurs produits dans l'environnement contrôlé d'une serre est un avantage certain pour l'entreprise. « Nous sommes en mesure de fournir un produit et des quantités constantes semaine

UNE HISTOIRE À SUCCÈS DE LA SID

Riverside Growers

après semaine », explique Alex, qui ajoute que cela permet également à Riverside Growers d'avoir une saison de production plus longue que ses concurrents. La production en serre permet en outre de lutter contre les parasites et les insectes sans avoir recours à des pesticides ou à des herbicides.

Le succès de Riverside Growers est en partie attribuable à un coup de pouce plus que bienvenu de la SID. En plus d'accéder à des outils qui les ont aidés à rédiger un plan d'affaires, Alex et Cynthia ont profité d'un financement dont ils avaient grand besoin sous la forme d'un prêt. En raison de la taille réduite de l'entreprise, les prêteurs habituels n'étaient pas désireux de soutenir Riverside Growers. « Les banques n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de travailler avec nous. La SID a pu examiner de plus près notre situation et trouver une solution », a déclaré Alex.



Riverside Growers cultive une variété de légumes verts et de fines herbes dans un environnement contrôlé qui lui permet de fournir un produit homogène à sa clientèle.

Résultats 2019-2020

Les objectifs ci-dessous ont été approuvés par le CA dans le plan directeur 2019-2020 de la SID.

Objectif	Cibles	Statut
Améliorer et promouvoir les programmes et les services de la SID	<p>Cible de 2019-2020 La SID offre des programmes et des services améliorés et en fait la promotion auprès du public.</p>	<p>La SID a augmenté la promotion et le nombre des webinaires liés aux entreprises. Les séances ont connu un grand succès, puisque le nombre de webinaires organisés a augmenté de 93 % pour atteindre 83 séances; le nombre de participants a pour sa part augmenté de 43 %. Les webinaires ont fait l'objet d'une promotion régulière sur Twitter, et le calendrier a été envoyé à une liste d'abonnés dans un courriel mensuel. Des séances de formation ont également été organisées dans tous les bureaux régionaux du ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement (MITI) afin de mieux soutenir les clients de la SID.</p>
Mieux connaître l'avis des clients de la SID	<p>Cible de 2019-2020 La SID a mis un système en place pour recueillir les commentaires de ses clients.</p>	<p>Des améliorations au système de rétroaction devaient être mises en œuvre en personne en mars 2020, mais elles ont été reportées en raison de la crise de la COVID-19.</p>
Augmenter la capacité d'exportation des filiales de la SID	<p>Cible de 2019-2020 Les filiales de la SID exportent leurs produits vers les principaux marchés internationaux.</p>	<p>Les travaux se poursuivront en ligne en 2020-2021 en raison de la pandémie de COVID-19.</p>

Résultats 2019-2020

Objectif	Cibles	Statut
Améliorer la gestion des risques du taux d'intérêt fixé par la SID	Cible de 2019-2020 Procéder à une évaluation complète des pratiques exemplaires dans la gestion des risques de taux d'intérêt.	La SID a mis en place une politique de gestion des risques liés aux taux d'intérêt afin d'atténuer ces risques sur les prêts.
Fournir du soutien à l'entrepreneuriat aux Autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées	Cible de 2019-2020 La SID révisera ses programmes afin de fournir un soutien entrepreneurial aux personnes autochtones, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.	La SID continue de faire des progrès dans la promotion de ses programmes auprès des jeunes par l'intermédiaire de plusieurs ateliers et présentations. Les réunions avec d'autres groupes cibles ont été reportées.
Analyser les mesures de suivi de l'examen des programmes et coordonner leur mise en œuvre au besoin	Cible de 2019-2020 Examiner les recommandations découlant de l'examen des programmes en vue de leur mise en œuvre.	La SID continuera à travailler sur le plan de mise en œuvre en 2020-2021.

DÉCAISSEMENTS

La SID a versé des fonds aux entreprises ténoises suivantes au cours de l'exercice 2019-2020.

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total déboursé
5983 N.W.T. Itée (s/n d'Ulukhaktok Arts Centre)	SID	Ulukhaktok	Filiale	90 000,00 \$
913044 NWT Itée (s/n de Ft. McPherson Tent and Canvas)	SID	Fort McPherson	Filiale	250 000,00 \$
Acho Dene Native Crafts Itée	SID	Fort Liard	Filiale	150 000,00 \$
Dene Fur Clouds Itée	SID	Fort Providence	Filiale	130 000,00 \$
506444 NWT Itée (s/n Pandaville Restaurant)	Zhang, Yu	Fort Simpson	Crédit	351 000,00 \$
Arctic Char Expeditions inc.	Carpenter, Merle et Territorial Investments	Inuvik	Crédit	61 904,19 \$
Brave Adventures Itée	Pellissey, Wesley	Hay River	Crédit	183 000,00 \$
Dezron inc.	McDonald, Meika	Fort Smith	Crédit	225 000,00 \$
Figure 8 Itée	Groat, Wendy et Groat, Kirby	Fort Simpson	Crédit	89 019,00 \$
Ford, Lana (s/n Off The Hook)	Ford, Lana	Yellowknife	Crédit	9 903,73 \$
Gateway Gas and Convenience Store inc.	McDonald, Meika et Utman, Newely	Enterprise	Crédit	525 000,00 \$
Great Slave Drilling & Exploration Itée	Makepeace, Breanna; et Grandguillot, Shawn	Hay River	Crédit	137 000,00 \$
Hardisty, Betty (s/n RandB Real Estate Ventures)	Hardisty, Betty	Fort Simpson	Crédit	7 334,17 \$
JALL Enterprises Itée	Harrold, Liza; Harrold, Lee; Harrold, Jessann; et Harrold, Alexander	Fort Smith	Crédit	80 000,00 \$
Mandeville, Cynthia et McMeekin, William (s/n Riverside Growers)	Mandeville, Cynthia et McMeekin, William	Hay River	Crédit	195 043,00 \$
Martselos Services Itée	Martselos, Freida; et Martselos, Peter	Fort Smith	Crédit	650 000,00 \$

DÉCAISSEMENTS

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total déboursé
Maund, Cara Amy (s/n de Laughing Lichen, Wildcrafted Herb & Tea)	Maund, Cara (Amy)	Yellowknife	Crédit	50 000,00 \$
North Star Adventures ltée	Bailey, Joseph	Yellowknife	Crédit	94 486,00 \$
Treestone Holdings ltée	Popplestone, Terrence	Fort Smith	Crédit	270 000,00 \$
Yellowknife Condominium Services ltée (s/n Century 21 Prospect Realty)	Bell, Adrian	Yellowknife	Crédit	695 000,00 \$
Beamish, Jeremy	Beamish, Jeremy	Fort Smith	Contribution	7 583,11 \$
Cockney, Marilyn	Cockney, Marilyn	Tuktoyaktuk	Contribution	5 365,30 \$
Coumont, Shirley	Coumont, Shirley	Yellowknife	Contribution	3 722,43 \$
Czarnecki, Andrea et Van Metre, Blair (s/n Back Bay Bed and Breakfast)	Czarnecki, Andrea et Van Metre, Blair	Yellowknife	Contribution	8 738,05 \$
Doulev, Evgeni (s/n Arctique Turf)	Doulev, Evgeni	Yellowknife	Contribution	9 669,76 \$
Ettagiak-Adam, Sarah	Ettagiak-Adam, Sarah	Tuktoyaktuk	Contribution	3 015,00 \$
Fireside Denture inc.	Lennie, Nadja	Yellowknife	Contribution	10 944,14 \$
Lahey, Wendy (s/n Lahey Consulting)	Lahey, Wendy	Yellowknife	Contribution	8 400,82 \$
Lang, Becky (s/n NWT's Finest)	Lang, Becky	Yellowknife	Contribution	3 598,00 \$
Lennie, Megan	Lennie, Megan	Aklavik	Contribution	6 182,37 \$
Marceau, Audrey (s/n Mamselle-Ethno-Photographe)	Marceau, Audrey	Yellowknife	Contribution	10 000,00 \$
NWT Fish Company ltée Forsbloom, Derek (s/n de Due North Services)	Forsbloom, Bonnie et Forsbloom, Derek	Yellowknife	Contribution	5 208,13 \$
Ovayuak, Janette K.	Ovayuak, Janette K.	Tuktoyaktuk	Contribution	4 457,88 \$
Payne, Keegen (s/n YZF Tech Repairs)	Payne, Keegen	Yellowknife	Contribution	2 040,66 \$
Raddi, Roxanne	Raddi, Roxanne	Tuktoyaktuk	Contribution	5 810,00 \$
Sadler, Shane (s/n Gem Contracting)	Sadler, Shane (s/n Gem Contracting)	Yellowknife	Contribution	9 613,65 \$
Storr, Terri-Lynn	Storr, Terri-Lynn	Aklavik	Contribution	10 397,85 \$

DÉCAISSEMENTS

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Programme	Montant total déboursé
Thomson, James	Thomson, James	Yellowknife	Contribution	5 058,20 \$
Trinity Tactical Consulting Itée	Ellsworth, Ian	Yellowknife	Contribution	10 000,00 \$
Utilipro Infrastructure Management Itée	Comartin, Trina	Yellowknife	Contribution	4 800,00 \$
van Bochove, Dingeman (s/n Summit Roofing)	van Bochove, Dingeman	Yellowknife	Contribution	9 846,00 \$
Wilson, Helen M	Wilson, Helen M	Fort McPherson	Contribution	4 542,30 \$
Wolki, Emma Cynthia	Wolki, Emma Cynthia	Tuktoyaktuk	Contribution	4 418,50 \$

TOTAL : 4 397 102,24 \$

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

États financiers consolidés

Exercice se terminant le

31 mars 2020

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Responsabilité de la direction pour la communication de l'information financière

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») incombe à la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été examinés et approuvés par son conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction, conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP). Lorsque les NCSP permettent d'utiliser d'autres méthodes de comptabilité, la direction a choisi celles qui sont les plus appropriées. Au besoin, la direction a eu recours à ses meilleures estimations et à son jugement pour préparer les présents états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités quant à l'intégrité, à la fidélité et à la qualité des états financiers consolidés, la direction veille au maintien des moyens et des méthodes de contrôle financier et de gestion conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont adéquatement autorisées et comptabilisées, que les actifs sont protégés, que des documents comptables adéquats sont tenus et que la Société se conforme aux règlements sur les conflits d'intérêts et aux lois applicables. Ces moyens et méthodes de contrôle permettent d'assurer la conduite ordonnée des affaires, l'exactitude des livres comptables, la préparation des renseignements financiers en temps opportun et le respect des politiques et des exigences réglementaires de la Société.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il exerce cette responsabilité par l'entremise du Comité d'audit, lequel est formé de membres qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité d'audit rencontre la direction régulièrement. De plus, les auditeurs externes ont accès entièrement et librement au Comité d'audit.

L'auditeur externe indépendant de la Société, le Vérificateur général du Canada, est chargé de vérifier les transactions et les états financiers consolidés de la Société et de produire son rapport à ce sujet.



Joyce Taylor
Directrice générale



Leonard Kwong
Directeur des finances et des programmes

27 août 2020

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**États financiers consolidés (31 mars 2020)**

	<u>Page</u>
État consolidé de la situation financière	7
État consolidé de la variation des actifs financiers nets	8
État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11 à 30
Tableau A — Tableau consolidé des immobilisations corporelles	31

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la situation financière (en milliers de dollars)**

	31 mars 2020	31 mars 2019
	\$	\$
Actifs financiers		
Trésorerie (note 3)	19 436	17 245
Créances	186	204
Stocks destinés à la revente (note 4)	498	458
Prêts (notes 5 et 6)	36 723	37 924
	56 843	55 831
Passif		
Créditeurs et charges à payer	921	1 450
Avantages sociaux futurs (note 8)	345	315
Avances du gouvernement (note 9)	21 228	20 934
Obligations liées à la mise hors service d'une immobilisations	31	30
	22 525	22 729
Actifs financiers nets	34 318	33 102
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (tableau A)	318	338
Charges payées d'avance	1	5
	319	343
Excédent accumulé	34 637	33 445

Placements à risque (note 7)
Engagements et éventualités (notes 12 et 13)

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés

Approuvé par :



Denny Rodgers
Président du Conseil d'administration

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la variation des actifs financiers nets (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2020	Réel 2020	Réel 2019
	\$	\$	\$
Excédent pour l'exercice	345	1 192	926
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(89)	(181)
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	(41)	6
Amortissement des immobilisations corporelles	40	79	80
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	71	-
	40	20	(95)
Acquisition de charges payées d'avance	-	(16)	(5)
Utilisation des charges payées d'avance	-	20	26
	-	4	21
Augmentation des actifs financiers nets	385	1 216	852
Actifs financiers nets, au début de l'exercice	33 102	33 102	32 250
Actifs financiers nets, à la fin de l'exercice	33 487	34 318	33 102

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	Budget 2020	Réel 2020	Réel 2019
	\$	\$	\$
Produits			
Intérêts sur les prêts	2 200	2 511	2 124
Ventes et autres revenus	753	831	916
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	41	-
Intérêts sur la trésorerie regroupée (note 3)	135	399	312
	3 088	3 782	3 352
Paiements de transfert (note 10)	2 770	2 922	2 781
	5 858	6 704	6 133
Charges (note 11)			
Prêts et placements	4 160	4 086	3 713
Vente au détail et fabrication	1 353	1 426	1 494
	5 513	5 512	5 207
Excédent pour l'exercice	345	1 192	926
Excédent accumulé, au début de l'exercice	33 445	33 445	32 519
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	33 790	34 637	33 445

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé des flux de trésorerie (en milliers de dollars)**

Exercice terminé le 31 mars	2020	2019
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds :		
Gouvernements	2 056	1 977
Clients	886	854
Intérêts	2 811	2 419
	<hr/>	<hr/>
	5 753	5 250
Sorties de fonds :		
Rémunération et avantages sociaux	3 169	2 187
Paiements aux fournisseurs	1 319	1 193
Intérêts sur les avances du gouvernement	-	416
Subventions et contributions	153	212
	<hr/>	<hr/>
	4 641	4 008
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	1 112	1 242
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(255)	(16)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	77	-
Flux de trésorerie affecté aux activités d'investissement en immobilisations	(178)	(16)
Activités d'investissement		
Décaissement de prêts	(3 351)	(3 985)
Remboursement de prêts	4 608	4 431
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 257	446
Activités de financement		
Remboursement d'avances du gouvernement	-	(1)
Flux de trésorerie affecté aux activités de financement	-	(1)
Augmentation de la trésorerie	2 191	1 671
Trésorerie au début de l'exercice	17 245	15 574
Trésorerie à la fin de l'exercice	19 436	17 245

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La Société**(a) Pouvoir**

La Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») a été constituée le 1^{er} avril 2005 en vertu de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest* (« la Loi »).

La Société est une société territoriale du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (« le gouvernement ») nommée à l'annexe B de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). À ce titre, la Société exerce ses activités en vertu de la partie III de la LGFP, de la Loi et de ses règlements, ainsi que de toute directive émise par le ministre responsable de la Société conformément à l'article 4 de la Loi.

(b) Mandat

Le mandat de la Société est de soutenir les objectifs économiques du gouvernement en encourageant la création et le développement d'entreprises aux Territoires du Nord-Ouest, en fournissant de l'information et de l'aide financière aux entreprises ainsi qu'en investissant dans celles-ci.

(c) Paiements de transfert et avances du gouvernement

Conformément à l'article 30 de la Loi, la Société doit soumettre annuellement, et ce, avant le début de l'exercice, un plan d'entreprise, un budget d'exploitation et un budget d'investissement qui définissent les transferts requis du gouvernement pour approbation par le Conseil de gestion financière (CGF) du gouvernement. Les transferts reçus du gouvernement visent à financer les activités de la Société, à faire des investissements dans des entreprises et à fournir des avances de fonds de roulement et des subventions d'exploitation à ces entreprises en fonction des besoins, à effectuer des transferts destinés à des projets de développement d'entreprises et à faire l'achat d'immobilisations corporelles pour la Société. Les transferts sont remboursables au gouvernement s'ils n'ont pas été entièrement dépensés durant l'exercice au cours duquel le gouvernement les a fournis.

La Société et ses organismes sont économiquement dépendants des transferts reçus du gouvernement pour poursuivre leurs activités (note 17).

Par ailleurs, l'article 26 de la Loi autorise le gouvernement à faire des avances sur le Trésor à la Société pour un montant n'excédant pas au total 150 millions de dollars dans le but d'offrir de l'aide financière à des entreprises ou d'investir dans celles-ci. Ces avances sont remboursables au gouvernement sur demande.

(d) Impôts

La Société et ses organismes sont exemptés du paiement d'impôts municipaux, territoriaux et fédéraux en vertu de l'article 35 de la Loi et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

(e) Budget

Les chiffres du budget consolidé proviennent des budgets approuvés par le CGF et le Conseil d'administration de la Société. La haute direction de la Société a approuvé d'autres montants prévus au budget.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP) établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

(a) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers consolidés conformément aux NCSP exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur montants déclarés d'actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants déclarés de produits et des charges durant la période de présentation de l'information financière. En raison de leur nature, ces estimations sont assujetties à une incertitude de mesure. L'incidence sur les états financiers consolidés de modifications de ces estimations et hypothèses au cours des exercices à venir pourrait être importante; toutefois, au moment de l'établissement des présents états financiers consolidés, la direction est d'avis que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

Au moment de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction estime que les estimations et les hypothèses sont raisonnables dans les circonstances. Toutefois, l'effet sur les états financiers consolidés des modifications apportées à ces estimations et à ces hypothèses dans les périodes futures pourrait être significatif, compte tenu notamment des incertitudes supplémentaires résultant de la pandémie de COVID-19 déclarée par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020.

Les estimations les plus importantes concernent la détermination de la provision pour prêts douteux, les indemnités de départ et de déménagement et les services reçus à titre gracieux. Un changement sur le plan de la qualité du portefeuille de prêts ou de la conjoncture économique pourrait modifier considérablement ces estimations de la direction.

Les principales conventions comptables utilisées par la Société pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

(b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Société et des organismes dont elle est responsable. Toutes les opérations et tous les soldes inter-entités ont été éliminés au moment de la consolidation. Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes des organismes suivants :

Organisation	Siège	Pourcentage de propriété	Date de constitution
Industrie légère			
913044 N.W.T. Itée (s/n de Fort McPherson Tent & Canvas)	Fort McPherson, TNO	100%	25 septembre 1991
Aklavik & Tuktoyaktuk Furs Itée	Tuktoyaktuk, TNO	100 %	30 juin 1997
Dene Fur Clouds Itée	Fort Providence, TNO	100 %	18 décembre 1997
Artisanat et souvenirs			
Acho Dene Native Crafts Itée	Fort Liard, TNO	100 %	15 octobre 1992
5983 N.W.T. (s/n d'Ulukhaktok Arts Centre)	Ulukhaktok, TNO	100 %	12 février 2008
Ventes au détail et en gros			
Arctic Canada Trading Co. Itée	Yellowknife, TNO	100 %	28 juin 1997
Chasse au bœuf musqué			
6355 N.W.T. Itée	Sach's Harbour, TNO	100 %	12 mai 2011

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**(c) Trésorerie**

La trésorerie comprend les soldes de comptes bancaires (déduction faite des chèques en circulation). La trésorerie excédentaire est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. La trésorerie comprend également des fonds et des réserves qui sont assujettis aux restrictions décrites à la note 3.

(d) Stocks

Les stocks destinés à la revente, qui comprennent les produits finis, les matières premières et les produits en cours de fabrication, sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

(e) Prêts

Les prêts sont d'abord comptabilisés au coût. Les provisions pour moins-value servent à ajuster la valeur comptable des prêts au moindre du coût et de la valeur recouvrable nette. Les prêts sont classés comme prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable que le recouvrement de la totalité du capital et des intérêts pourra être fait en temps opportun. Lorsque les paiements sont en souffrance depuis trois mois (à moins que le prêt ne soit entièrement garanti), ou lorsque les paiements sont en souffrance depuis six mois (peu importe si le prêt est entièrement garanti ou non), le prêt sous-jacent est classé comme douteux.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la valeur comptable du prêt est réduite à sa valeur de recouvrement nette estimative par un ajustement à la provision pour prêts douteux. Les variations de la valeur de recouvrement nette estimative qui surviennent après la perte de valeur initiale sont également prises en compte au moyen de la provision pour prêts douteux.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice, à l'aide de la méthode des intérêts effectifs, jusqu'à ce que le prêt soit classé comme douteux. Tous les paiements reçus (c'est-à-dire les recouvrements) à l'égard d'un prêt douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt et comptabilisés comme un ajustement à la provision pour prêts douteux. Le prêt est réinscrit comme prêt productif lorsque toutes les provisions pour pertes sur créances sont reprises et que, de l'avis de la direction, le recouvrement ultime du capital et des intérêts est raisonnablement assuré. Les intérêts créditeurs non courus auparavant sont alors constatés comme intérêts créditeurs.

En vertu de la mise à jour de la LGFP qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016, le Conseil d'administration de la Société peut approuver la radiation des dettes à l'endroit de la Société. Un compte radié peut toujours faire l'objet de mesures de recouvrement. La renonciation à un compte peut être accordée uniquement par le Conseil d'administration (500 \$ ou moins) ou le CGF (plus de 500 \$). Une fois que l'on a renoncé à un compte, celui-ci ne peut plus faire l'objet de mesures de recouvrement.

(f) Provision pour prêts douteux

La provision pour prêts douteux représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes probables dans le portefeuille de prêts. Au moment d'établir la provision pour prêts douteux, la direction sépare les pertes probables en deux composantes, soit une composante spécifique et une composante générale.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(f) Provision pour prêts douteux (suite)

Une provision spécifique est constituée sur une base individuelle afin de comptabiliser les prêts douteux. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux, sa valeur comptable est ramenée à sa valeur de recouvrement nette estimative en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. Lorsque le montant des flux de trésorerie futurs prévus ne peut être établi de façon raisonnable, on utilise la juste valeur du titre sous-jacent du prêt pour déterminer la valeur de recouvrement nette.

La provision générale est établie selon le meilleur jugement de la direction pour tenir compte des pertes probables sur des prêts productifs qui ne peuvent pas encore être classés comme douteux. La provision générale est fondée sur l'historique des pertes sur prêts de la Société, sur l'exposition globale dans certains secteurs ou dans certaines régions géographiques, ainsi que sur la conjoncture économique existante.

La provision pour prêts douteux est une estimation comptable établie selon l'historique des pertes sur prêts et une évaluation de la conjoncture économique existante. Des événements pourraient rendre les hypothèses sous-jacentes invalides, et les pertes réelles pourraient différer de façon importante des meilleures estimations de la direction.

La provision est augmentée et diminuée par les variations de l'estimation des valeurs de recouvrement nettes durant la période en cours, et elle est diminuée par les recouvrements et les radiations de prêts.

(g) Placements à risque

Les placements à risque sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute réduction de valeur pour dépréciation.

Les gains et les pertes à la cession sont constatés dans les résultats lorsqu'ils sont réalisés. Lorsqu'il y a eu une perte de valeur importante et durable, la valeur du placement est diminuée pour tenir compte de la perte. Les dividendes provenant des placements à risque sont inclus dans les revenus lorsqu'ils sont reçus. Lorsqu'ils sont reçus, ils sont déposés dans le fonds des placements à risque pour être utilisés dans le cadre d'autres placements dans des activités à risque.

Il n'y a pas de cours de marché actif.

(h) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

On reconnaît la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation durant la période à laquelle l'obligation est contractée et actualisée, et ce, à partir de la date prévue du paiement jusqu'à la valeur actuelle calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société. La juste valeur est actualisée à sa valeur actuelle à partir de la date prévue du paiement, et est calculée au taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société.

Les coûts immobilisés en fonction dans le coût des actifs correspondants sont amortis en résultat en accord avec l'amortissement de l'actif sous-jacent. Le montant du passif augmente à chaque période de déclaration en raison de l'écoulement du temps, et le montant correspondant à l'augmentation est comptabilisé comme bénéfique durant la période. Une révision du calendrier d'application estimatif des flux de trésorerie ou de la première estimation des coûts non actualisés pourrait entraîner l'augmentation ou la diminution de l'obligation. Les coûts réels engagés lors du paiement d'une obligation liée à la mise hors service sont imputés sur l'obligation jusqu'à concurrence du passif comptabilisé.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**(i) Paiements de transfert**

Les paiements de transfert sont comptabilisés en tant que produits lorsqu'ils sont autorisés et que les critères d'admissibilité sont satisfaits, sauf lorsque les stipulations des transferts donnent lieu à des obligations qui correspondent à la définition de passif. Les produits des transferts sont inscrits aux résultats d'exploitation au moment où le passif auquel les stipulations donnent lieu est réglé.

Le gouvernement fournit certains services à titre gracieux à la Société. Le coût estimatif de ces services est comptabilisé en tant que services reçus à titre gracieux, qui sont inclus dans les paiements de transfert et dans les charges de la Société.

(j) Avantages sociaux futurs

i) Prestations de retraite : La plupart des employés de la Société participent au régime de retraite de la fonction publique (« le Régime »), un régime contributif à prestations déterminées établi par voie législative et financé par le gouvernement du Canada. Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations afin de couvrir les coûts actuels des services. Conformément à la législation en vigueur, la Société n'a pas d'obligation implicite ou juridique de cotiser davantage relativement à tout service antérieur ou sous-financement du Régime. En conséquence, les cotisations sont passées en charges au cours de l'exercice où les services sont rendus et représentent l'obligation totale de la Société au titre des prestations de retraite.

ii) Indemnités de départ et de déménagement : Conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi, les employés sont admissibles à des indemnités de départ et à une aide au déménagement en fonction de leurs années de service. Ces indemnités sont versées à la démission, au départ à la retraite ou au décès de l'employé. Le coût de ces indemnités est comptabilisé à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour y avoir droit. Des indemnités de départ sont également comptabilisées lorsque des employés sont mis à pied. Le coût des indemnités a été déterminé d'après une évaluation actuarielle.

(k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont reportées au coût moins les dépréciations et l'amortissement accumulé. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations :

Immeubles	20 ans
Véhicules et matériel	4 ans
Améliorations locatives	4 ans
Matériel informatique	4 ans

Les immobilisations corporelles sont dépréciées lorsque la situation indique qu'elles ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Société à fournir des biens et des services, ou lorsque la valeur des futures retombées économiques relatives aux immobilisations corporelles est inférieure à la valeur comptable nette. Les dépréciations nettes sont comptabilisées comme des charges dans l'état consolidé des résultats.

(l) Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se composent de la trésorerie, des débiteurs, des prêts en cours, des placements à risque, des créditeurs et des charges à payer ainsi que des avances du gouvernement. Ces instruments financiers sont évalués au coût.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(m) Actifs non financiers

Les actifs non financiers ne peuvent servir à acquitter les passifs existants et ils sont destinés à fournir des services. Leur durée de vie utile dépasse l'exercice en cours et ils ne sont pas destinés à la vente dans le cadre de l'exploitation habituelle. La variation des actifs non financiers au cours de l'exercice ainsi que les produits excédentaires par rapport aux changes, constitue la variation nette des actifs financiers pendant l'exercice.

(n) Informations sectorielles

La Société présente des informations sectorielles pour ses activités liées prêts, aux investissements, à la vente au détail et à la fabrication. Les prêts et les placements représentent les activités de la Société, et la vente au détail et la fabrication celles des organismes dont elle est responsable. Tous les revenus, à l'exception du produit des ventes et d'autres revenus, sont générés par les activités de prêt et de placement.

(o) Modifications comptables à venir

Le CCSP a publié les deux nouveaux chapitres suivants, lesquels entreront en vigueur en avril 2021 et 2022 ou après. La Société évalue actuellement les répercussions qu'auront ces deux chapitres.

Chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les dispositions de ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2022 ou après avec possibilité d'application aux exercices antérieurs.

Chapitre SP 3400, « Revenus » : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les revenus. Plus précisément, il distingue les revenus provenant d'opérations assorties d'obligations de prestations et des opérations qui ne sont pas assorties de telles obligations. Les dispositions de ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2022 ou après avec possibilité d'application aux exercices antérieurs.

3. Trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation, les fonds et les réserves constitués en vertu de la Loi, et pour les avantages sociaux futurs des employés, ainsi que la trésorerie détenue par les organismes de la Société. La trésorerie est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement. Les catégories de titres, les catégories d'émetteurs, les limites et les conditions admissibles sont approuvées par le ministère des Finances. Tous les instruments, selon la catégorie de placement, sont cotés R-2 élevé ou mieux par la Dominion Bond Rating Service Limited. La Société a produit des intérêts de 399 000 \$ avec un rendement moyen de ses investissements de 2,30 % au cours de l'exercice (2019 : 312 000 \$ avec un rendement moyen des investissements de 2,09 %).

En conformité avec l'article 27 de la Loi, la Société est tenue de constituer un fonds de prêts et d'investissements au crédit pour mener ses activités de prêt et d'investissement. Il est précisé au paragraphe 4(2) de la partie 1 du Règlement sur le maintien de programmes, de projets et de services de la Société qu'un fonds de prêts et de cautionnements sera utilisé pour comptabiliser les activités de prêt, tandis que, selon le paragraphe 19(2) de la partie 2, un fonds de capital-risque sera utilisé pour comptabiliser les activités de placement à risque. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 18(2) de la partie 2 du Règlement, la Société a l'obligation de continuer à maintenir un fonds d'investissement et un fonds de subvention.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 31 mars 2020

3. Trésorerie (suite)

En plus de ces fonds, la Société doit, en vertu respectivement des paragraphes 18(6) et 19(5) de la partie 2 du Règlement, constituer un fonds de réserve (investissements) et un fonds de réserve (capital-risque). La Société continuera d'y déposer un montant équivalant à 10 % de chaque investissement ou placement à risque effectué. La Société peut utiliser les fonds de réserve pour effectuer des placements supplémentaires dans ses organismes et placements à risque au moyen de prélèvements approuvés, ou pour leur apporter davantage de financement.

La Société a la responsabilité d'administrer les avantages sociaux futurs, y compris la trésorerie détenue (note 8 b).

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Trésorerie détenue par la Société pour l'exploitation	4 723	6 410
Trésorerie détenue par les organismes de la Société	1 606	1 573
Trésorerie détenue pour les avantages sociaux futurs des employés	345	315
	6 674	8 298
Fonds de capital-risque	4 190	4 190
Fonds d'investissement	873	873
Fonds de subvention	434	432
Fonds de réserve (capital-risque)	486	486
Fonds de prêts et de cautionnement	6 632	2 819
Fonds de réserve (investissements)	147	147
	12 762	8 947
	19 436	17 245

4. Stocks

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Stocks destinés à la revente		
Artisanat	289	263
Articles de toile	209	195
	498	458

Au cours de l'exercice, des stocks de 124 000 \$ (42 000 \$ en 2019) ont diminué de valeur et aucun stock n'a été mobilisé comme garantie. De plus, la Société a recouvré 28 000 \$ (55 000 \$ en 2019) sur les stocks dont la valeur comptable avait été réduite. Le coût des marchandises vendues comprend la dépréciation des stocks et les recouvrements.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 31 mars 2020

5. Prêts

La Société offre des prêts à taux variable et à taux fixe pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, mais dont la période d'amortissement ne dépasse pas 25 ans.

La Société impute à ses clients son taux préférentiel plus 2 %, 3 % ou 4 % selon la garantie fournie, la capacité de la direction du client, la participation du client et la période d'amortissement. La Société détient divers types de garanties sur ses prêts, notamment des immeubles, des aéronefs, de la machinerie lourde et des contrats de sûreté générale.

Il est prévu que les prêts viendront à échéance comme suit :

		En milliers de dollars			
		2020		2019	
		Taux	Soldes	Taux	Soldes
		%	\$	%	\$
Prêts productifs venant à échéance d'ici :	1 an	5,80	3 135	5,38	3 802
	1 à 2 ans	5,20	9 246	5,76	5 084
	2 à 3 ans	5,45	8 108	5,33	10 355
	3 à 4 ans	6,03	6 204	5,45	10 202
	Plus de 4 ans	6,11	7 270	6,46	6 888
			33 963		36 331
Intérêts courus à recevoir au titre des prêts			196		161
Prêts douteux			6 054		4 959
			40 213		41 451
Moins : provision pour prêts douteux (note 6)			3 490		3 527
			36 723		37 924

En 2020, aucun compte (y compris les intérêts non recouvrables) n'a été radié par le Conseil d'administration (un compte d'un montant de 166 000 \$, y compris les intérêts non recouvrables en 2019), et aucun compte n'a fait l'objet d'une dispense (deux comptes d'un montant total de 192 000 \$ en 2019) par le CGF. Les recouvrements sur des prêts qui avaient auparavant été radiés (prêts en cours et provision) ont totalisé 33 000 \$ (53 000 \$ en 2019).

Concentration du risque de crédit

La concentration du risque de crédit peut découler d'une exposition à des groupes de débiteurs ayant des caractéristiques semblables, de sorte que leur capacité à satisfaire à leurs obligations pourrait être touchée de façon similaire par des changements de conjoncture économique ou d'autres changements. Les tableaux suivants présentent les concentrations des prêts productifs et des prêts douteux par région géographique et secteur d'activité.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020

5. Prêts (suite)

Concentration par secteur d'activité

Secteur d'activité	En milliers de dollars			
	2020		2019	
	Productifs	Douteux	Productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Hébergement et services de restauration	4 575	1 041	4 639	2 056
Agriculture	281	-	97	-
Artisanat	281	84	379	-
Services aux entreprises	144	304	201	344
Communications	559	-	378	-
Construction	8 437	1 073	9 187	215
Services d'éducation	-	-	-	10
Finance et assurances	339	-	363	46
Pêche et faune	86	-	95	-
Foresterie et exploitation forestière	172	-	-	-
Gestion des entreprises	398	-	427	-
Fabrication	1 092	9	1 088	15
Exploitation minière et exploration minérale	127	-	-	-
Pétrole et gaz	-	400	-	360
Autres services	1 421	82	1 527	82
Services professionnels, scientifiques et techniques	1	-	5	-
Immobilier et loyers	5 340	161	5 627	170
Commerce de détail	6 129	731	6 471	302
Transport et entreposage	2 723	901	3 934	64
Voyage et tourisme	1 131	1 268	1 080	1 295
Commerce de gros	727	-	833	-
	33 963	6 054	36 331	4 959

Le solde des prêts à recevoir ne comprend pas de comptes qui ont été consentis à une société émettrice de capital-risque (un prêt d'une valeur de 21 \$ en 2019).

Concentration par région géographique

Région	En milliers de dollars			
	2020		2019	
	Prêts productifs	Douteux	Prêts productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Slave Sud	18 486	2 486	18 892	1 546
Dehcho	5 658	850	6 644	-
Slave Nord	5 301	1 652	5 918	2 252
Sahtú	2 234	204	2 530	247
Inuvik	2 284	862	2 347	914
	33 963	6 054	36 331	4 959

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

5. Prêts (suite)

Le tableau suivant présente les prêts productifs en cours classés selon le système d'évaluation des risques de crédit de la Société.

Évaluation des risques de crédit	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Faibles	18 016	21 301
Moyens	15 042	14 165
Élevés	905	865
	33 963	36 331

La Société considère qu'un prêt est en souffrance lorsque le client omet d'effectuer un paiement conformément aux modalités de paiement. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme douteux parce qu'ils ne correspondent pas aux critères relatifs aux prêts douteux.

Prêts en souffrance non douteux	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
De 31 à 60 jours	21	14
De 61 à 90 jours	7	2
Plus de 90 jours	-	1
	28	17

La capacité des clients à respecter leurs obligations a une incidence directe sur l'exposition au risque lié aux prêts. Cette capacité est influencée, entre autres, par l'exposition des clients aux fluctuations au sein de l'économie des Territoires du Nord-Ouest. Afin de réduire ce risque, la Société limite la concentration des prêts accordés à chaque client. Conformément à ses règlements, la Société peut prêter à une entreprise ou à un groupe d'entreprises reliées, ou investir dans une entreprise ou dans un groupe d'entreprises reliées, un montant maximal de 2 millions de dollars. Les montants supérieurs à 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF. Le CGF n'a approuvé aucun montant en 2020 (aucun montant en 2019).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

6. Provision pour prêts douteux

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	3 527	3 527
Provision pour prêts douteux	121	404
Prêts radiés	-	(147)
Recouvrements de remboursements de provisions	(158)	(257)
Solde à la fin de l'exercice	3 490	3 527
Constitué de :		
Provision spécifique	2 808	2 800
Provision générale	682	727
	3 490	3 527

7. Placement à risque

Le portefeuille de placements à risque de la Société est axé sur l'offre de financement sous forme d'actions privilégiées et de titres de créance à des sociétés des Territoires du Nord-Ouest. Au 31 mars 2020, la Société n'a pas d'influence notable au sein des sociétés dans lesquelles elle a investi.

Au 31 mars 2020, le total cumulé des placements à risque était de 593 000 \$ (593 000 \$ en 2019), avec amortissements associés de 593 000 \$ (593 000 \$ en 2019). En 2020, aucun placement à risque n'a été approuvé pour radiation (aucun en 2019) par le Conseil ou pour exonération par le CGF (61 000 \$ en 2019).

Actions privilégiées et dividendes

Les placements en actions privilégiées comportent un droit de conversion en actions ordinaires. Ce droit, s'il est exercé, peut avoir comme résultat la détention d'une participation majoritaire dans certaines circonstances. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la Société et rapportent des dividendes à des taux variables. Le rendement des placements varie d'un exercice à l'autre en fonction du montant des dividendes reçus ainsi que du moment où ils sont reçus.

8. Avantages sociaux actuels et futurs**(a) Prestations de retraite**

La plupart des employés de la Société participent au Régime (note 2 (j) (i)). Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor du Canada fixe le montant des cotisations à verser par l'employeur selon un multiple de la cotisation exigée des employés. Le taux de cotisation de l'employeur dépend de la date d'entrée en poste des employés. Pour les employés ayant commencé avant le 1^{er} janvier 2013, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,07 fois (1,1 fois en 2019) le taux de cotisation des employés. Pour les employés ayant commencé après le 31 décembre 2012, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,0 fois (1,0 en 2019) le taux de cotisation des employés. Les cotisations totalisant 148 000 \$ (175 000 \$ en 2019) ont été comptabilisées comme des charges pendant l'exercice. Les cotisations versées au cours de l'exercice par la Société et les employés au Régime s'établissent comme suit:

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

8. Avantages sociaux actuels et futurs (suite)**(a) Prestations de retraite (suite)**

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Cotisations versées par la Société	148	175
Cotisations versées par les employés	141	158

Le gouvernement du Canada a une obligation imposée par la loi de verser des prestations conformément aux dispositions du Régime. Les prestations de retraite s'accumulent généralement sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service validable multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont coordonnées avec le Régime des pensions du Canada et sont indexées en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

(b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés

La Société verse des indemnités de départ aux employés en fonction des années de service et du salaire de fin de carrière (note 2 (j) (ii)). De plus, elle verse une aide aux employés en cas de déménagement et offre des congés de maladie et des congés spéciaux, conformément aux conventions collectives. Ce régime d'avantages sociaux est préfinancé par les cotisations actuelles et est comptabilisé dans la trésorerie.

La plus récente évaluation actuarielle date de mars 2020 et les données ont été extrapolées jusqu'à la fin de l'exercice. Les valeurs exposées ci-dessous comprennent les indemnités de départ et de déménagement et les congés rémunérés de la Société.

Variation des obligations

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	424	338
Coût des services rendus au cours de l'exercice	11	15
Coût financier	11	11
Prestations	(8)	(36)
Ajustement actuariel	(189)	96
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	249	424
Gains actuariels nets non amortis (pertes actuarielles nettes non amorties)	96	(109)
Passif au titre des prestations constituées*	345	315

* Le montant total des prestations de retraite, des avantages sociaux futurs et des autres congés comprend un montant de 317 180 \$ (287 046 \$ en 2019) lié aux départs et aux déménagements ainsi qu'un montant de 28 195 \$ (28 375 \$ en 2019) lié aux congés rémunérés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

8. Avantages sociaux actuels et futurs (suite)**(b) (b) Indemnités de départ et de déménagement et congés rémunérés (suite)****Charges des avantages sociaux**

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	11	15
Coût financier	11	11
Amortissement de la perte actuarielle	16	5
Avantages sociaux futurs	38	31

Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est une moyenne de 2,70 % (3,20 % en 2019). Le taux hypothétique d'augmentation de la rémunération supposé est de 2 % (2 % en 2019). Les gains et les pertes actuariels non amortis sont amortis selon la méthode linéaire sur le nombre moyen estimatif restant d'années de service des employés actifs, soit 8,3 années (8,3 années en 2019). Aucun taux d'inflation n'a été appliqué.

9. Avances du gouvernement

La Loi autorise la Société à emprunter au gouvernement, grâce à des avances, jusqu'à concurrence de 150 millions de dollars, en vue d'apporter une aide financière aux entreprises ou d'investir dans celles-ci. Les augmentations du solde non réglé des avances doivent être approuvées par le CGF en fonction des besoins de la Société. Le solde ne devait pas dépasser 45 millions de dollars au 31 mars 2020 (45 millions de dollars en 2019).

Les intérêts sur les avances sont déterminés en fonction du taux établi au cours de la dernière semaine de chaque mois pour les obligations du gouvernement du Canada de trois ans et sont composés annuellement. Le taux a varié de 0,70 % à 1,66 % au cours de l'exercice (1,45 % à 2,34 % en 2019).

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	20 934	20 935
Intérêts imputés sur l'avance	294	416
Remboursements	-	(417)
Solde à la fin de l'exercice	21 228	20 934

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

10. Paiements de transfert

	En milliers de dollars					
	Prêts et placements	2020 Détail et fabrication	TOTAL	Prêts et placements	2019 Détail et fabrication	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouvernement :						
Fonctionnement et entretien	1 339	620	1 959	1 287	630	1 917
Services reçus à titre gracieux (note 15)	866	-	866	767	-	767
	2 205	620	2 825	2 054	630	2 684
Programmes fédéraux	97	-	97	97	-	97
	2 302	620	2 922	2 151	630	2 781

Le contrat stipule que tout fonds non dépensé doit être remboursé au gouvernement. Il n'y a pas eu de surplus en 2020 (aucun en 2019).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

11. Charges par éléments

	En milliers de dollars					
	Prêts et placements	2020 Détail et fabrication	TOTAL	Prêts et placements	2019 Détail et fabrication	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Publicité et promotion	16	6	22	17	8	25
Amortissement	53	26	79	48	32	80
Mise hors service d'immobilisations	-	1	1	5	1	6
Créances douteuses (recouvrement)	-	6	6	-	28	28
Frais bancaires et intérêts	2	27	29	1	29	30
Membres du conseil	31	1	32	20	1	21
Fonds d'aide aux entreprises	153	-	153	212	-	212
Centre de services aux entreprises	247	-	247	236	-	236
Informatique et communications	96	21	117	99	21	120
Coût des biens vendus	-	914	914	-	915	915
(Récupération de la) provision pour pertes sur créances (nette)	(37)	-	(37)	147	-	147
Assurances	-	22	22	-	27	27
Intérêts débiteurs sur les avances du gouvernement	293	-	293	416	-	416
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	6	-	6
Frais de bureau et généraux	42	14	56	44	16	60
Honoraires professionnels	38	60	98	37	59	96
Loyer	154	15	169	180	15	195
Réparations et maintenance	-	29	29	-	9	9
Salaires et avantages sociaux	2 979	214	3 193	2 217	246	2 463
Formation et ateliers	2	-	2	12	3	15
Déplacements	17	2	19	16	25	41
Services publics	-	68	68	-	59	59
	4 086	1 426	5 512	3 713	1 494	5 207

12. Engagements

Au 31 mars 2020, les prêts aux entreprises approuvés mais non encore décaissés totalisaient 4 503 000 \$ au taux d'intérêt moyen pondéré de 5,7 % (962 000 \$ au taux d'intérêt moyen pondéré de 4,6 % en 2019). Ces prêts seront compris dans le solde des prêts seulement après leur décaissement. Toujours au 31 mars 2020, tous les apports aux entreprises approuvés avaient été décaissés (29 000 \$ n'avaient pas été déboursés en 2019).

13. Éventualités**Prêts**

La Société a un emprunt en cours consenti à un organisme d'aide au développement des collectivités du Nord afin que celui-ci puisse consentir des prêts totalisant 339 000 \$ (trois prêts en cours totalisant 409 000 \$ en 2019). Les prêts accordés par cet organisme peuvent être cédés à la Société lorsqu'ils sont douteux. En cas de cession, la Société radierait alors le solde du prêt de l'organisme de développement des collectivités du Nord et tenterait de récupérer sa perte directement auprès des emprunteurs. En 2020, un compte d'un montant de 10 000 \$ a été cédé à la Société (aucun en 2019).

Lettres de crédit de soutien

La Société a deux lettres de crédit de soutien irrévocables dont le montant totalise 2 100 000 \$ (2 100 000 \$ en 2019) et arrivent à échéance au cours de l'exercice 2021. La Société devra verser le montant de ces lettres de crédit si les bénéficiaires de celles-ci sont en défaut par rapport aux dettes sous-jacentes. Si la Société doit payer des tiers en vertu de ces ententes, ces paiements seront dus à la Société par les bénéficiaires des lettres. Les lettres de crédit de soutien sont garanties par un billet, un contrat de sûreté générale, un cautionnement ou une hypothèque accessoire. Au cours de l'exercice, aucun paiement n'a été versé (aucun en 2019).

L'une de ces lettres, d'un montant de 100 000 \$, a été émise en juillet 2015 et est venue à échéance l'année suivante, sans renouvellement pour les années suivantes. Cependant, la lettre originale proposant la lettre de crédit de soutien avait une durée de cinq ans. Or, tant que la facilité de crédit n'est pas échue, l'entreprise peut demander une autre lettre de crédit de soutien. La Société l'a inclus dans la note sur les éventualités en raison de la condition de cinq ans.

14. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, de même qu'à son conseil d'administration respectif, à ses principaux dirigeants et aux membres de la famille proche de ceux-ci. La Société effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et en vertu de conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, à l'exception de certains services qui sont fournis à titre gracieux (note 15).

Les opérations entre apparentés au cours de l'exercice et les soldes à la fin de l'exercice s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Revenus		
Ventes	86	31
Paiements de transfert (note 10)	2 825	2 684
Charges		
Achats	189	215
Intérêts sur les avances du gouvernement	294	416
Soldes à la fin de l'exercice		
Créances	67	21
Créditeurs et charges à payer	264	168
Avances du gouvernement	21 228	20 934

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
31 mars 2020**

15. Services reçus à titre gracieux

La Société consigne le coût estimatif des services fournis gratuitement par le gouvernement. Les services reçus à titre gracieux de la part du gouvernement comprennent des services régionaux et les services les ressources humaines ainsi que les locaux à bureaux. Le coût estimatif de ces services s'établit comme suit :

	En milliers de dollars	
	2020	2019
	\$	\$
Personnel auxiliaire	665	540
Locaux	201	227
	866	767

16. Chiffres budgétisés

Les chiffres budgétisés dérivent des budgets approuvés par le ministre et le CGF. La haute direction de la Société a également approuvé les chiffres budgétisés des organismes de la Société.

Pour les exercices de 2020 et de 2019, les charges budgétisées s'établissent comme suit :

	En milliers de dollars					
	2020			2019		
	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL	Prêts et placements	Détail et fabrication	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Publicité et promotion	20	12	32	25	12	37
Amortissement	5	35	40	6	29	35
Créances douteuses	-	-	-	-	4	4
Frais bancaires et intérêts	-	26	26	-	27	27
Membres du Conseil	35	2	37	40	2	42
Centre de services aux entreprises	248	-	248	268	-	268
Rémunération et avantages sociaux	2 380	263	2 643	2 615	256	2 871
Informatique et communications	110	19	129	105	18	123
Coût des biens vendus	-	777	777	-	747	747
Perte de crédit (nette)	350	-	350	300	-	300
Subventions, contributions et transferts	200	-	200	200	-	200
Transport et messagerie	-	-	-	-	3	3
Assurance et permis	-	27	27	-	23	23
Intérêts débiteurs	450	-	450	165	-	165
Frais de bureau et généraux	56	27	83	57	21	78
Honoraires professionnels	100	56	156	175	65	240
Loyer	176	16	192	173	16	189
Réparations et entretien	-	12	12	-	12	12
Déplacements	30	29	59	50	20	70
Services publics	-	52	52	-	38	38
	4 160	1 353	5 513	4 179	1 293	5 472

17. Dépendance économique

Les revenus de la Société ont été assurés à hauteur de 42,1 % (43,8 % en 2019) par le gouvernement, sous la forme d'une contribution et de services reçus à titre gracieux. Ce financement est essentiel à la poursuite des activités de la Société.

18. Gestion des risques

En cas de détention d'instruments financiers, la Société s'expose aux risques suivants :

Risque de crédit

Il désigne le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque associé à la trésorerie est limité au maximum si l'on s'assure que ces actifs financiers sont placés auprès d'institutions financières bien capitalisées.

L'octroi de crédit et la gestion des prêts sont basés sur les politiques de crédit établies. L'exposition maximale des emprunteurs et des entités détenues au risque de crédit est la valeur comptable des prêts et des placements. La Société gère l'exposition au risque de crédit par les moyens suivants :

- un système normalisé de classification du risque de crédit établi pour tous les prêts;
- des politiques et des directives en matière de crédit transmises aux agents de crédit dont les activités et les responsabilités englobent l'octroi de crédits et le suivi des résultats des clients;
- le comité d'examen des demandes (composé de cadres supérieurs) examine et approuve les prêts de plus de 500 000 \$;
- la limitation à 2 millions de dollars de la concentration des prêts et des placements avec une entreprise ou un groupe d'entreprises liées. Les montants dépassant 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF.

Les biens principaux affectés en garantie et les autres rehaussements de crédit pour les prêts incluent : (i) les immeubles, (ii) le matériel, (iii) les cautionnements d'entreprise et des sûretés personnelles et, (iv) la cession de baux.

Au 31 mars 2020, 2 344 000 \$ des prêts douteux (682 000 \$ en 2019) sont entièrement garantis par des actifs que la Société peut vendre afin de respecter les engagements des emprunteurs. Les politiques et les pratiques de gestion du risque de crédit de la Société n'ont pas subi de changements importants par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous illustre le risque de crédit maximal de la Société au 31 mars 2020 si toutes les parties contractantes manquent à leurs obligations :

	En milliers de dollars	
	2020	2019
Trésorerie	\$ 19 436	\$ 17 245
Créances	186	204
Prêts	36 723	37 924
Lettres de crédit	2 100	2 100

18. Gestion des risques (suite)**Risque de taux d'intérêt**

Il désigne le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt parce que les variations des taux d'intérêt du marché entraîneront des fluctuations des flux de trésorerie futurs provenant des avances du gouvernement, des fluctuations de la juste valeur et des flux de trésorerie futurs provenant des prêts et des produits d'intérêts provenant des flux de trésorerie.

Les emprunts de la Société auprès du gouvernement sont basés sur un taux d'intérêt variable du marché, et la Société prête à la majorité de ses clients à des taux fixes. La marge ou l'écart du taux d'intérêt de la Société augmente lorsque les taux d'intérêt chutent, et diminue lorsque les taux augmentent.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Société rembourse progressivement les avances du gouvernement à l'aide des flux de trésorerie disponibles dans le fonds de prêts et de cautionnement. Au cours de l'année, aucun paiement n'a été effectué (513 \$ en 2019) au gouvernement.

En se basant sur les avances du gouvernement à la Société au 31 mars 2020 et sur le solde mensuel des flux de trésorerie en caisse, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt ferait baisser l'excédent annuel de 22 000 \$ (49 000 \$ en 2019). De plus, une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt ferait augmenter l'excédent annuel de 51 000 \$ (78 000 \$ en 2019).

Risques de liquidité

Il désigne le risque qu'une entité éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La Société gère le risque de liquidité en surveillant régulièrement les flux de trésorerie prévisionnels et réels.

Les avances du gouvernement sont payables à vue sans délai fixe de remboursement. Les remboursements des avances sont effectués lorsque la Société dispose de suffisamment de flux de trésorerie en caisse non affectés à des fins de prêt.

Les créiteurs et les charges à payer devraient être réglés au bout de 12 mois.

19. Événements postérieurs

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié de « pandémie » la propagation de la COVID-19. Les entreprises et les marchés boursiers mondiaux ont été immédiatement et considérablement affectés. Toutes les industries sont sensibles aux effets de la pandémie dans une certaine mesure; cependant, les industries les plus exposées sont susceptibles d'être confrontées à des problèmes de trésorerie lorsque les perturbations dues aux changements touchant les habitudes de consommation, aux problèmes commerciaux et aux pénuries de main-d'œuvre se feront sentir. Ces effets se traduiront par une érosion du fonds de roulement qui pourrait nuire au remboursement de la dette. En outre, certains actifs détenus en garantie risquent davantage d'être dévalués dans l'environnement économique actuel, notamment en cas de défaut de paiement. Dans le portefeuille de la Société, cela aurait des conséquences différentes selon la nature de la garantie.

Les activités de la Société ont changé à cause de la crise de la COVID-19, notamment en raison de la fermeture de ses bureaux et de la formule de télétravail mise en place jusqu'en juillet 2020. Le 20 mars 2020, le gouvernement a annoncé certaines mesures d'aide économique mises en place par l'intermédiaire de la Société qui ont pris effet le 1^{er} avril 2020. La Société permet aux clients de demander une réduction ou un report du remboursement de leur prêt jusqu'au 31 mars 2021, sans pénalité ni frais d'intérêt supplémentaires. En outre, la Société offre des prêts à faible taux d'intérêt pendant la pandémie. Des prêts pouvant atteindre 25 000 \$ ou plus dans certaines circonstances sont proposés aux entreprises admissibles à un taux de 1,75 %.

19. Événements postérieurs (suite)

En juin 2020, la Société a emprunté 3 M\$ au gouvernement pour soutenir le décaissement du prêt d'aide économique lié à la COVID-19.

La durée et l'incidence potentielle de la pandémie demeurent incertaines. Comme cette dernière continue d'évoluer et que son étendue peut varier, l'effet financier cumulé de ses répercussions sur la Société ne peut pas être évalué pour le moment. La direction estime que les conséquences de certaines mesures d'aide économique entrées en vigueur le 1^{er} avril 2020 réduiront considérablement les flux de trésorerie provenant des prêts et des revenus d'intérêts l'année prochaine.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Tableau consolidé des immobilisations corporelles 31 mars 2020

Tableau A
En milliers de dollars

	Terrains	Bâtiments	Véhicules et matériel	Améliorations locatives	Matériel informatique	31 mars 2020	31 mars 2019
Coût des immobilisations corporelles, au début de l'exercice	\$ 80	\$ 1 950	\$ 668	\$ 510	\$ 9	\$ 3 217	\$ 3 201
Acquisition	-	28	31	30	-	89	181
Cessions	(2)	(189)	(15)	-	-	(206)	(165)
Coût des immobilisations corporelles, à la fin de l'exercice	78	1 789	684	540	9	3 100	3 217
Amortissement cumulé, au début de l'exercice	-	1 835	664	373	7	2 879	2 958
Charge d'amortissement	-	12	13	53	1	79	80
Cessions	-	(161)	(15)	-	-	(176)	(159)
Amortissement cumulé, à la fin de l'exercice	-	1 686	662	426	8	2 782	2 879
Valeur comptable nette	78	103	22	114	1	318	338

**Please contact us for business information and assistance.
Contactez-nous pour obtenir de l'aide et des renseignements d'affaires.**
1-800-661-0599 | 867-767-9075 | info@bdic.ca | www.bdic.ca

